



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Niort, le 18/11/25

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TITANOBEL SAS

Lieu-dit Les Podières
79350 Amailloux

Références : 0007202102/2025/364

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2025 dans l'établissement TITANOBEL SAS implanté au lieu-dit Les Podières 79350 Amailloux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TITANOBEL SAS
- Lieu-dit Les Podières 79350 Amailloux
- Code AIOT : 0007202102
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement d'AMAILLOUX de la société TITANOBEL est autorisé à fabriquer et à stocker des explosifs et à fabriquer des émulsions explosives à base de nitrate fuel et non sensibilisées. La

production annuelle est de 2500 tonnes d'explosifs dont 1200 tonnes pour les Unités Mobiles de Fabrication d'Explosifs (UMFE).

Le site est une installation classée autorisée, « SEVESO Seuil Haut » pour la rubrique 4220 et « Seveso seuil Bas » pour la rubrique 4440 de la nomenclature des installations classées.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PMII
- Explosifs
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Suite inspection 16/10/2024 - Plan des réseaux	Autre du 27/11/2024, article Point n° 9	Demande d'action corrective	1 mois
6	Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales	Arrêté Préfectoral du 03/12/2014, article 4.3.8	Demande d'action corrective	1 mois
7	Dispositions constructives	Autre du 28/02/2014, article Chapitre 3.1.4.1	Demande d'action corrective	2 mois
8	Réserve incendie	Arrêté Préfectoral du 03/12/2014, article 7.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Sans objet
2	Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1	Sans objet
3	Suite inspection 16/10/2024	Autre du 27/11/2024, article Point n° 4	Sans objet
4	Suite inspection 16/10/2024	Autre du 27/11/2024, article Point n° 5	Sans objet
9	Détection incendie	Autre du 28/02/2014, article 3.1.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est positionné au regard de la réglementation relative au plan de modernisation des installations industrielles (PMII) et déclare qu'aucun des équipements du site n'y est soumis.

L'exploitant doit :

- fournir les compléments demandés dans le cadre de l'instruction de son dossier de porter à connaissance relatif à l'utilisation des transpalettes électriques dans les igloos de stockage,
- formaliser la consigne relative à la vanne de fermeture du bassin de rétention et procéder à son affichage.

Concernant les moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant finalise les travaux pour la bonne mise en œuvre des dispositions constructives de l'atelier de fabrication d'émulsion-mère (mur coupe-feu 2h) et l'équipement de la réserve incendie (marquage des aires d'aspiration et dispositif pour déterminer le volume d'eau disponible).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Champ d'application démarche PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application
Prescription contrôlée : Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.
Constats : L'exploitant a procédé au recensement sur le site des équipements soumis à la section 1 « Dispositions relatives à la prévention des risques liés au vieillissement de certains équipements » de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Par courriel du 18/09/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le recensement des équipements du site d'Amailloux référencé Annexe 2 PRS-03-04 (version du 30/07/2012) qui mentionne les installations, les matières contenues et les phrases de risques associées le cas échéant, les volumes/diamètres des équipements. L'exploitant a conclu à la non soumission de ces équipements à la section 1 de l'arrêté du 04/10/2010. Lors de la visite, à la demande de l'inspection, l'exploitant précise que le vieillissement de la tuyauterie, notamment celle du fioul, n'est pas susceptible d'être à l'origine d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté ministériel du 29/09/2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation. D'après l'exploitant, la perte de confinement des canalisations, non dotées de MMR, n'entraîne pas d'effet extérieur au site. Par courriel du 03/10/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées la procédure sécurité PRS-03-04 Gestion équipements - version C du 28/03/2017 qui a pour objet d'explicitier l'organisation de la gestion des équipements entrant dans le périmètre du plan de modernisation des installations industrielles pour l'ensemble des sites Titanobel. Cette procédure indique notamment la méthodologie mise en œuvre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Champ d'application démarche PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application
Prescription contrôlée : I.-Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités : 1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites rubriques liquides inflammables ; 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.
Constats : L'exploitant dispose de la procédure sécurité PRS-03-04 Gestion équipements (cf point précédent), dont les références réglementaires incluent l'arrêté ministériel du 03/10/2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation. L'exploitant indique ne pas être soumis au plan de modernisation des installations industrielles (PMII) au titre de l'arrêté du 03/10/2010, car les seuls stockages de liquides inflammables du site concernent les réservoirs de gasoil/fioul qui sont enterrés : - une cuve de 20 m ³ de gasoil pour alimenter les camions de l'entreprise, - une cuve tampon de 2 m ³ et une cuve de 40 m ³ de fioul pour la production.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suite inspection 16/10/2024

Référence réglementaire : Autre du 27/11/2024, article Point n° 4
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant ajoute une colonne pour indiquer si l'élément concerné est constitutif d'une MMR et rajoute dans la colonne « Opération à effectuer » la vérification de l'arrêt de la vis qui permet de tracer la vérification de l'ensemble de la chaîne MMR.
Constats : L'exploitant présente à l'inspection la feuille de pointage 2025 des opérations mensuelles, trimestrielles et semestrielles de l'atelier ANFO référencée ENR AMA 08 D du 03/03/2025. Cette feuille de pointage comporte une colonne « MMR » qui précise si l'élément vérifié est constitutif d'une mesure de maîtrise des risques (MMR). Une ligne porte sur le contrôle de l'état et le bon fonctionnement de la sonde anti-bourrage de la

vis mélange. La fiche précise pour chaque opération de vérification le résultat attendu et les consignes pour le retour à la conformité le cas échéant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suite inspection 16/10/2024

Référence réglementaire : Autre du 27/11/2024, article Point n° 5
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation – Igloos
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le cas où l'exploitant souhaite maintenir l'usage des transpalettes électriques dans les igloos, celui-ci transmet à l'inspection des installations classées un porter à connaissance relatif à l'usage des transpalettes électriques dans les dépôts dans un délai de 2 mois comprenant l'ensemble des éléments d'appréciation à cette modification. Dans son dossier, l'exploitant devra notamment justifier de l'absence de risque lié à l'utilisation de ces équipements électriques dans les dépôts. L'inspection rappelle que tant que l'inspection n'a pas émis un avis au porter à connaissance, les transpalettes électriques sont interdits dans les igloos.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le 25/11/2024 un dossier de porter à connaissance relatif à l'utilisation de transpalettes électriques dans les igloos de stockage. Dans le cadre de l'instruction, une demande de compléments a été adressée à l'exploitant le 03/12/2024. L'exploitant indique que les compléments demandés seront transmis sous un délai d'un mois.</p> <p>L'exploitant indique qu'il dispose de trois transpalettes électriques.</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection constate la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un transpalette électrique dans le local de stockage et de charge des transpalettes situé au Nord-Est des igloos de stockage, - de deux transpalettes électriques au niveau du quai de chargement, qui comprend un poste de charge. L'exploitant précise qu'un transpalette électrique est dédié en permanence au quai de chargement et que les deux autres sont habituellement entreposés dans le local de stockage. Le second transpalette actuellement présent au niveau du quai de chargement est en panne et est stocké provisoirement dans l'attente de sa réparation, - d'un transpalette manuel dans chaque igloo de stockage.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant complète son dossier de porter à connaissance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Autre du 27/11/2024, article Point n° 9
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents liquides
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation (eaux industrielles, eau potable), les dispositifs de protection de l'alimentation (implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ..) - les secteurs collectés et les réseaux associés, les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). <u>Constats du 16/10/2024 :</u> L'exploitant présente aux inspecteurs le plan des réseaux annexé au POI (version F) qui comporte notamment 5 séparateurs d'hydrocarbures positionnés au niveau : <ul style="list-style-type: none">- de l'atelier de fabrication nitrate-fioul,- de la station de distribution de gasoil,- de l'atelier d'émulsion,- de l'aire de lavage,- de la sortie du bassin de rétention, vers lequel convergent les rejets aqueux. L'exploitant précise que les déshuileurs-séparateurs d'hydrocarbures sont purgés chaque année et que les boues sont évacuées et tracées dans l'application Trackdéchets. Les inspecteurs constatent que le regard situé à proximité du quai de chargement est bouché et que la vanne de fermeture du bassin de rétention n'est pas signalée. L'exploitant s'assure de l'entretien régulier des regards d'eau pluviale pour permettre un bon écoulement des eaux et éviter tout risque d'accumulation. L'exploitant procède à la signalisation de la vanne de fermeture du bassin de rétention, s'assure de son état de fonctionnement et que les moyens pour la manipuler sont facilement accessibles. La procédure de fermeture en cas d'urgence doit être connue des salariés.
Constats : Par courrier du 19/12/2024 en réponse au rapport d'inspection du 27/11/2024, l'exploitant indique que l'entretien doit être réalisé début 2025. Le jour de la visite, l'inspection constate que les exutoires d'eaux pluviales à proximité du quai de chargement ont été nettoyés et permettent un bon écoulement des eaux. L'exploitant indique que la vanne de fermeture du bassin de rétention est testée et manipulée tous les trois mois et que cette vérification est tracée dans le registre des rondes. L'exploitant présente à l'inspection le registre des rondes de septembre 2025 qui mentionne la vérification de la vanne le 25/09/2025. Le jour de la visite, l'inspection constate qu'une clé en T est fixée sur le portail d'accès au droit de la vanne de fermeture. L'exploitant précise que la clé du portail se trouve dans le trousseau de

chaque bâtiment. La vanne est signalée par un piquet sans pancarte.
La consigne d'utilisation de la vanne n'a pas été formalisée, mais l'exploitant indique que l'ensemble du personnel a été formé à la manipulation de la vanne.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant signale la vanne par une pancarte pour une meilleure visibilité, il formalise les consignes et les affiche à proximité au niveau du portail d'accès.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2014, article 4.3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse des eaux rejetées au milieu naturel
Prescription contrôlée :
L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites maximales en concentration définies (sortie du séparateur d'hydrocarbures aval bassin 200 m ³) : Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°1 Paramètre Concentrations instantanées (mg/l) MES : 35 DCO : 125 Hydrocarbures totaux : 10 Azote global : 30
Constats :
Suite à la visite d'inspection du 16/10/2024, l'exploitant a fait procéder aux analyses des eaux rejetées en sortie du déshuileur-débourbeur en aval du bassin de rétention. Par courriel du 13/12/2024, il a transmis le rapport d'analyses daté du 11/12/2024 à l'inspection des installations classées. Les résultats d'analyses des paramètres MES, DCO, hydrocarbures et azote sont conformes aux valeurs limites d'émission prévues dans l'arrêté préfectoral du 03/12/2014. Le paramètre pH n'a pas été traité. L'exploitant a procédé à la transmission du rapport dans l'outil GIDAF le 20/02/2025, mais la saisie des résultats d'analyses n'a pas pu être finalisée. L'exploitant indique que les prélèvements ont été réalisés le 17/10/2025 pour les analyses 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant s'assure que l'ensemble des paramètres prévus sont analysés chaque année et procède à la saisie dans l'outil GIDAF. Le cas échéant, il ajoute un commentaire explicatif/justificatif en cas de valeur manquante ou non-conforme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Autre du 28/02/2014, article Chapitre 3.1.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Le chapitre 3.1.4 de l'étude de danger (EDD) référencée ED_AMA_2013_027_C du 28/02/2014 précise les dispositions constructives concernant la zone de fabrication et de stockage d'émulsion-mère : [...] Le mur de séparation en parpaing entre l'unité de fabrication d'émulsion-mère et les citernes sert de coupe-feu 2 heures. [...]
Constats : L'exploitant indique que des travaux ont été réalisés fin février/début mars 2025. Le jour de la visite, l'inspection constate que : <ul style="list-style-type: none">- la porte d'accès au local de fabrication d'émulsion-mère donnant sur l'aire de dépotage ainsi que les portes latérales donnant accès aux citernes fixes de stockage ont été remplacées par des portes coupes-feu 2h (marquage EI 120). Un jour entre le sol et le bas de ces portes apparaît et remet en cause les caractères étanche et isolant (EI).- des trous permettant le passage d'anciennes tuyauteries ont été bouchés avec une mousse expansive, ignifugée d'après l'exploitant. Un tuyau d'arrosage traverse le mur séparant le local de fabrication A7 et la zone B2 (citerne NASC). Le passage de ce tuyau remet en cause l'intégrité du mur coupe-feu.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet la facture des travaux réalisés dans le bâtiment de fabrication d'émulsion-mère. Il apporte sous le délai d'un mois les justificatifs que l'ensemble des éléments constitutifs des murs coupe-feu 2h séparant l'unité de fabrication et les citernes de stockage présentent les mêmes caractéristiques d'étanchéité et d'isolation que ces murs. En l'absence de transmission de justificatifs recevables, ce point pourra faire l'objet d'une proposition de mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Réserve incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2014, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de [...] <ul style="list-style-type: none">- un bassin d'eau d'incendie de capacité unitaire de 240 m³ minimum devant être disponible et accessible, à tous moments par les services d'incendie et de secours à l'entrée du site en zone non

pyrotechnique. Cette réserve permet la mise en aspiration de deux engins d'incendie sur des aires de 32 m ² chacune ((8x4) au moyen de deux prises d'aspiration de diamètre 100 mm [...]
Constats : Le jour de la visite, l'inspection constate que : <ul style="list-style-type: none"> - la réserve incendie est remplie sans toutefois pouvoir déterminer le volume réellement disponible, - deux bouches d'aspiration sont présentes. L'exploitant indique que lors d'un exercice de test des bouches d'aspiration, le service d'incendie et de secours (SDIS) a précisé ne pas vouloir utiliser les bouches d'aspiration, les tuyaux équipés de crépine étant plongés directement dans la réserve. À cette fin, l'exploitant a aménagé deux trous dans le grillage à proximité des bouches pour le passage des tuyaux. D'après l'exploitant, cette disposition a été validée lors de la rédaction du dernier plan ETARE en 2024, - une seule aire d'aspiration d'aspiration (8x4 m) est matérialisée latéralement à la réserve.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant équipe sa réserve incendie afin de connaître en tout temps le volume réellement disponible, il matérialise au sol les deux aires d'aspiration (8x4 m) conformément aux dispositions du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie des Deux-Sèvres. Il met à jour les plans de son plan d'opération interne (POI) pour identifier les aires d'aspiration. L'exploitant transmet à l'inspection un justificatif de l'accord du SDIS établissant que les bouches d'aspiration ne sont pas utilisées (courrier du SDIS ou nouveau plan ETARE).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Détection incendie

Référence réglementaire : Autre du 28/02/2014, article 3.1.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Le chapitre 3.1.2.1 Atelier de fabrication de nitrate-fioul de l'étude de danger (EDD) référencée ED_AMA_2013_027_C du 28/02/2014 prévoit : [....] Un système de noyage activable avec deux commandes et deux ballons de capacité de 100 litres en cas d'urgence, [...]
Constats : L'atelier de fabrication nitrate-fioul n'est pas équipé de détection automatique. L'exploitant explique que la présence de produits dangereux (produit fini) dans l'atelier se limite aux périodes de production durant lesquelles un opérateur est toujours présent. L'atelier dispose d'un système de noyage composé de deux pommeaux de noyage (un au niveau de la trémie supérieure recevant le mélange nitrate-fioul et un au niveau de l'emplacement de la palette de produit fini), alimentés respectivement par deux ballons de 100 L (réalimentés si besoin

en continu par le réseau d'eau de ville). Pour rappel, le fonctionnement de l'atelier est asservi à la mise sous pression de ces deux réserves.

En cas d'incident, l'opérateur actionne la vanne de noyage correspondante (trémie ou palette).

Type de suites proposées : Sans suite